



BULLETIN de PRESSE représentation en France

CETRAL

81-83, RUE DE LA VERRERIE — 75004 PARIS — 271.81.45 — TELEX 213184

5 Mai 1982 N°27

UNITE ELARGIE POUR LIBERER LA PATRIE DE SES OPPRESSEURS ET CONQUERIR LA PAIX.
Communiqué du Comité exécutif du FDR et de la direction révolutionnaire unifiée du FMLN.

Le FDR-FMLN avait dénoncé le fait que les élections du 28 Mars ne pouvaient pas être un instrument de participation démocratique et n'offraient pas une alternative populaire et indépendante, moins encore une solution au conflit armé. Plus de 50 ans d'expériences électorales, dans un système de domination et d'exclusion des majorités populaires, avaient démontré que les élections servaient tout le contraire de leur but affirmé et devenaient un instrument anti-démocratique, répressif et frauduleux.

De fait, le 28 Mars a constitué une répétition, à plus grande échelle, des consultations électorales passées. Une farce grotesque et une cruelle tromperie se révèlent aujourd'hui à notre peuple, malgré la manipulation propagandiste visant à assimiler les loges files d'attente de votants à des "élections libres".

La soi-disant "fête de civisme" a eu lieu dans un contexte de guerre contre le peuple, conduite et appuyée par le gouvernement des Etats-Unis et exécutée par le gouvernement salvadorien et les chefs militaires, alors que se développe la lutte de l'armée populaire contre la dictature. Cette lutte remporte des succès croissants et démontre sa capacité d'opérer dans presque tout le pays grâce à l'appui de larges secteurs de population. D'autre part, ces "élections" ont eu lieu dans un climat de terreur et de répression généralisée: plus de 30 000 personnes ont été assassinées et des centaines mises en prison ou disparues du fait de ceux qui ont offert ces élections "libres" où on avait largement annoncé que ceux qui refuseraient de voter seraient assimilés à la subversion et se condamneraient à mort. Sous l'état de siège et en l'absence de toute liberté politique pour les opposants au régime, par une campagne massive de coercition en faveur du vote, la participation électorale et les résultats ont été manipulés frauduleusement. Les accusations réciproques que se faisaient les partis de droite et la Démocratie-Chrétienne ont été oubliées rapidement sous la pression de l'ambassadeur nord-américain. Malgré cela, il apparaît clairement que la force politique la plus importante reste constituée de ceux qui ne croient pas à cette farce sanglante et se sont abstenus de voter ou ont voté blanc ou nul. En l'absence d'alternative populaire ceci est un résultat logique. Mais des centaines de milliers de salvadoriens ont également choisi de ne pas affronter un gouvernement répressif et se sont rendus dans les centres de vote en croyant que leur vote pourrait servir à ouvrir un nouveau chemin vers la paix, le dialogue et la négociation, comme l'avaient laissé entendre avec perversité, de hautes personnalités du gouvernement nord-américain, principal organisateur de cette mascarade électorale.

Restauration oligarchique et légitimation du fascisme.

Un mois après, à travers des manœuvres de palais cyniquement opportunistes et faites dans le dos du peuple, tous ces compatriotes découvrent la grande tromperie dont ils ont été victimes. Leur vote n'a servi ni à satisfaire leurs aspirations de paix et de réformes réelles et profondes mais à tout le contraire, comme nous l'avions exposé publiquement avant les élections. Nous sommes revenus au régime de ces 50 dernières années, à la restauration oligarchique et à la légalisation du fascisme, causes de guerre. Les idéaux du 15 Octobre 1979 ont été mis en déroute. Ces votes pour la paix ont été détournés et servent à prolonger la guerre, les massacres et les souffrances du peuple. A travers cette tromperie ce sont les ennemis de la démocratie, de la justice sociale et du dialogue qui se sont imposés et qui recherchent

4e P.11758

la paix des cimetières. Les élections n'étaient pas et n'ont pas été un moyen de résoudre le conflit armé mais au contraire visaient à éloigner les possibilités d'une solution réelle. Leur signification réelle a été la restauration oligarchique par une nouvelle recombinaison instable des minorités dominantes. Le PCN qui aurait dû être vaincu par le coup d'état du 15 Octobre 1979, après 18 années de violations des droits de l'homme, de fraudes électorales et de négation des libertés politiques, renaît avec de nouvelles énergies. Le nouveau président provisoire, Alvaro Magana, élu par le gouvernement de Etats-Unis et la caste militaire, a été lié pendant 17 ans à l'Etat-Major militaire. Le premier vice-président Raul Molina a été dirigeant de l'organisation paramilitaire Orden. Tous deux sont liés au régime du PCN, avec tout ce que cela suppose de corruption et d'action anti-démocratique. Avec la droite fasciste de l'Arena, responsable de l'ignoble assassinat de Mgr Romero et de milliers de crimes, se reconstitue et se renforce la domination de l'alliance oligarchique et fasciste. La Démocratie-chrétienne garde un rôle peu glorieux de partenaire minoritaire, chaque jour plus marginalisé et soumis aux intérêts politiques, économiques et militaires de l'ordre oligarchique et du gouvernement nord-américain, exposé à être par la suite exclu et combattu s'il ne se soumet pas docilement. Nous allons à nouveau entendre les promesses vides auxquelles nous avons habitué le PCN au cours de ses divers gouvernements continuistes tels que la "nouvelle ère" de Rivera, le "gouvernement des changements" de Sanchez Hernandez, la "transformation nationale" et la "transformation agraire" de Molina.

La composition de droite du nouveau gouvernement sous un maquillage qui ne suffit pas à cacher sa réalité monstrueuse, n'est qu'une expression du faux équilibre à l'intérieur duquel vont se développer les rivalités de la lutte opportuniste pour l'hégémonie, rendant plus aiguë la crise internationale.

Le gouvernement de Reagan : le grand intervenant.

La tromperie est également mise en évidence avec la participation active et effrontée du grand électeur, du grand intervenant, celui qui décide ce qu'on doit faire et comment on doit le faire au Salvador: Le gouvernement du Président Reagan, le président américain lui-même, le secrétaire d'Etat le Général Haig, l'envoyé spécial, le Général Vernon Walters et l'ambassadeur proconsul Hinton se sont substitués à la volonté du peuple salvadorien. Tout cela pour intervenir plus activement dans le développement de la guerre. L'objectif et la raison principale des élections du 28 Mars était de chercher une prétendue légalité pour impulser de plus hauts niveaux de destruction et de mort, prolonger la guerre, développer les massacres dans sa politique de terre brûlée, dans une tentative vaine de détruire le mouvement populaire, pour "sauver" le Salvador sur l'autel de ses propres intérêts, en détruisant la vie économique et sociale nationale et en exterminant les vies de nos meilleurs patriotes.

Lutte armée du peuple : un droit légitime.

Toute guerre a deux camps et deux causes. C'est juste la lutte révolutionnaire pour conquérir la paix et la démocratie qui a été refusée à notre peuple. La violence répressive a engendré la violence révolutionnaire et le droit légitime de résister à l'oppression. Pour cela nous réaffirmons que malgré nos désirs de paix et les sacrifices que représente la guerre, si les ennemis du peuple s'emploient à la poursuivre et ne cherchent pas une solution réelle et démocratique du conflit armé, la lutte armée continuera à être l'unique voie pour construire une nouvelle société fondée sur la démocratie et la justice sociale.

Les résultats électoraux, un mois après, nous apprennent que l'actuelle caste politique et militaire et l'administration Reagan constituent le principal obstacle pour faire aboutir une solution politique. Le peuple salvadorien n'a jamais exprimé sa volonté de choisir cette classe de gouvernants.

Large unité pour sauver la patrie de ses oppresseurs et conquérir la paix.

En conséquence, le FDR et le FMLN lancent un appel au peuple salvadorien et aux authentiques patriotes civils et militaires, religieux et laïques, pour qu'ils élèvent leurs voix et leur volonté, en accord avec leurs propres sensibilités et avec la nature de leurs fonctions et les possibilités de répondre et de participer à un ample mouvement pour sauver la patrie. Dans ce but, nous réaffirmons notre ferme disposition pour conquérir la paix que nous souhaitons ardemment, à travers le dialogue et la coopération avec tous les secteurs et toutes les forces qui souhaitent former un gouvernement largement représentatif et pluraliste. Nous devons éviter activement, qu'un petit groupe, dans notre dos, usurpe la souveraineté nationale et livre notre pays aux dictateurs soutenus par l'intervention étrangère.

Le FDR et le FMLN sont décidés à poursuivre leur lutte ainsi qu'à participer dans un effort commun avec d'autres secteurs et forces, pour être des interlocuteurs et des acteurs pour arriver à une solution véritable, pour libérer notre pays du fascisme et lui ouvrir la possibilité d'un développement démocratique et indépendant.

Comité exécutif du FDR.

Direction Révolutionnaire unifiée du FMLN.

San Salvador, 30 Avril 1982.

L'EXTREME-DROITE IMPOSE L'ELARGISSEMENT DU POUVOIR DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE!

La coalition de droite qui contrôle l'assemblée constituante du Salvador s'est mise d'accord pour élargir les fonctions de cet organisme à la sphère exécutive. Aux termes des accords adoptés au cours d'une session longue et mouvementée, l'Assemblée aura le pouvoir général pour légiférer, élaborer une nouvelle constitution, désigner un Président, un vice-président et les principales autorités judiciaires. En outre, elle aura un droit de veto sur la nomination des ministres proposés par le nouveau gouvernement. Le parti démocrate-chrétien a protesté contre cet élargissement des pouvoirs de l'assemblée et a rappelé que cet organisme avait été élu pour des fonctions limitées à la rédaction d'une nouvelle constitution et à la nomination du président, du vice-président et des autorités judiciaires. Des porte-paroles de la coalition dirigée par le parti d'extrême droite Arena du Major d'Aubuisson, ont admis que l'objectif était de transformer le prochain président en une personnalité décorative qui se limiterait à mettre à exécution les décisions de l'assemblée.

SITUATION MILITAIRE.

Bilan de l'opération "TOROLA" au Morazan.

Le FMLN a annoncé le 3 mai par Radio-Venceremos, l'échec de l'opération Torola effectuée par l'armée contre les positions de la guérilla au Morazan et dans laquelle les forces gouvernementales ont subi 158 pertes en comptant les morts et les blessés. Le rapport, établi par les commandants Silvio de Jesus Argueta "Licho" et Eleno Castro "Carmelo" a confirmé ce nombre de pertes des forces armées et a donné des informations sur la grande quantité d'armes récupérées par la guérilla et dont on ne peut pas encore confirmer le nombre exact. Le bilan sur l'échec de cette opération, indique que les combats les plus forts ont eu lieu dans les environs de Yoloiquin, cerro "La Yegua" "pueblo viejo" et "el limon", ainsi que de cruels affrontements à Poza Honda et à Las Mesas. Les deux commandants ont fait remarqué que "le moral de nos forces est très élevé, contrastant avec le moral bas de l'ennemi qui de nombreuses fois est parti en débandade, abandonnant ses morts, ses blessés et son matériel militaire."

Une autre information provenant de San Francisco Gotera, chef lieu du département de Morazan, situé à 167 km au nord-est de la capitale, dit que "les gardes nationaux détachés dans cette ville, ont refusé de combattre après avoir été informés de l'échec de l'opération".

De plus, des personnes vivant à proximité de la ville disent avoir vu le 28 Avril, 4 camions militaires chargés de morts et de blessés qui étaient recouverts d'une bâche afin que personne ne puisse les voir. La population commente également le fait que 180 hommes de la brigade "Atlatl" partirent vers la zone d'opération mais que seulement 35 hommes en sont revenus et le colonel Domingo Monterrosa, lui même, chef de cette brigade, partir en débandade avec ses hommes à la vue de l'intensité de combats sur la ligne de feu".

En conclusion de son communiqué, Radio Venceremos a démenti l'information donnée par les organismes de presse de l'armée gouvernementale en disant: "certains disent nous avoir causé 100 pertes, mais nous autres démentons une telle propagande avec les armes à la main car nos territoires contrôlés doivent être respectés et nous ne laisserons pas passer à l'ennemi". De plus, a été reiteré l'appel à la jeunesse salvadorienne pour qu'elle s'incorpore dans les rangs du FMLN ainsi que "notre décision de lutte pour la conquête d'un gouvernement démocratique de large participation".

CARAIBES: Manoeuvres des Etats-Unis: "OCEAN VENTURE"

Les manoeuvres militaires "Ocean Venture 82" auxquelles participent 45 mille hommes, 60 navires, parmi eux deux porte-avions et 35 avions des Etats-Unis, ont commencé dans la mer des Caraïbes.

Une annonce officielle, faite par la marine de guerre des Etats-Unis précise que les manoeuvres militaires, qui prendront fin le 16 Mai prochain sont dirigées par le commando des Caraïbes, dont le siège se trouve à Cayo Hueso, Floride, situé dans les proximités des côtes cubaines.

Dans le cadre de ces manoeuvres auront lieu des débarquements de "marines" dans la base navale de Guantanamo, territoire cubain, occupé illégalement par Washington, ainsi que dans l'île portoricaine de Vieques et dans l'île de Saint Croix, de possession nord-américaine.

A cette démonstration de force prennent part, outre les porte-avions "Indépendance" et "Forestal", des bombardiers stratégiques B-52 et des avions d'espionnage "Awacs" du commando aérien stratégique des Etats-Unis. Les manoeuvres militaires comprendront aussi des pratiques de l'artillerie navale et des bombardements contre l'île portoricaine de Vieques, territoire que le Pentagone a choisi comme plyingone de manoeuvres et d'essais d'invasion contre la Grenade et Cuba.

HONDURAS: CHANGEMENTS MILITAIRES

Le Haut commandement des forces armées du Honduras a été restructuré au moyen d'un remplacement des chefs d'importantes unités militaires.

Le commandant de la force de sécurité publique (FUSEP-police), colonel Leonidas Torres Ariás, a été désigné attaché militaire en Argentine et sa fonction a été assumée par le colonel, Daniel Bali Castillo, qui commandait le troisième bataillon d'infanterie. Torres Arias est considéré comme un des officiers les plus influents de l'armée hondurienne.

Au commandement du premier bataillon d'Infanterie, le colonel Hubert Caceres a été remplacé par le colonel, Oscar Mejia Peralta, jusqu'à présent, chef du 12ème bataillon de l'infanterie. Caceres occupera également des fonctions diplomatiques comme attaché militaire à Taiwan.

Le commandement du quatrième bataillon de l'Infanterie, colonel Roberto Martinez, a également été remplacé par le colonel Amilcar Castillo Suazo. Selon des observateurs politique du Honduras, les officiers, ayant été placés à la tête de nouvelles unités, appartiendraient au secteur militaire, qui appuie le maintien de l'Etat actuel des liens avec le Nicaragua. Les liens entre le Honduras et le Nicaragua traversent une période de tension a cause des constantes agressions contre des localités frontalières du Nicaragua, réalisées par des bandes d'ex-gardes somozistes, qui se trouvent dans des camps spéciaux d'entraînement au Honduras.

La plus récente de ces agressions a eu lieu lundi dernier contre le poste frontalier de los Planen où quatre combattants sandinistes ont été tués et quatre autres blessés.

Dans une note, adressée au gouvernement de Tegucigalpa, le Nicaragua reitère la nécessité que les autorités honduriennes prennent les mesures pertinentes pour le démantèlement des camps d'ex-gardes somozistes dans ce pays.

RENCONTRE D'ETUDIANTS CENTRO-AMERICAINE: APPEL A LA PAIX

La rencontre des étudiants centro-américaine pour la paix et la non-intervention s'est conclue par une déclaration d'appui aux initiatives de paix pour le Salvador lancées par le Mexique, le Nicaragua et Panama. La rencontre à laquelle ont participé des dirigeants universitaires de Costa-Rica, Panama, Guatemala, Nicaragua et Honduras était organisée par la Fédération des Etudiants centroaméricains qui regroupe 200.000 étudiants de la région.

Mario Hernandez, secrétaire général de la Fédération a qualifié de dramatique la situation des étudiants au Guatemala, où l'Université est infiltrée par les groupes para-militaires, qui ont assassiné des professeurs et des étudiants.

Au Salvador, a-t-il affirmé, l'occupation de l'Université par les militaires a ruiné la vie universitaire et les persécutions ont dispersé les étudiants qui ont du fuir à l'étranger ou entrer dans des universités privées.

Un nombre important d'entre eux s'est en outre joint à la lutte armée de leur peuple contre la junte militaire.

Au Honduras et au Costa Rica, la situation de universités est difficile en raison de la crise économique.

Au Nicaragua, avec 37 mille étudiants de l'enseignement supérieur et le budget le plus élevé de l'histoire du pays, on constate une situation d'essor, avec un mouvement universitaire se consacrant au travail et à la défense de la révolution.

D. Escobar, dirigeant de la puissante fédération des étudiants de Panama (FEP) a pour sa part insisté sur le caractère vital pour la région de la concertation en faveur d'une paix juste au Salvador, pour mettre fin au génocide et faire en sorte que soit respectée la volonté populaire d'un changement politique et social.

DERNIER MINUTE...DERNIER MINUTE... DERNIER MINUTE...DERNIER MINUTE..DER..

L'armée a subi au moins 63 pertes lors d'un combat enregistré la nuit de mardi dans les cantons Tejutla et la Palma à Chalatenango. Les guérilleros ont récupéré un lance-grenades M-79, une mitrailleuse M-60 et plus de 15 fusils M-16. Une patrouille est tombée dans une embuscade entre le canton de Amayo et la caserne el Paraiso, où l'armée a subi 2 pertes. Lors d'une attaque réalisée par la guérilla à la caserne Tejutla, ce mardi, quatre officiers sont morts dans le canton de Batanara, une autre colonne de l'armée est tombée dans une embuscade et trois soldats sont morts, quatre ont été blessés.

A Suchitoto, environ 400 guérilleros maintiennent le siège de la ville depuis samedi dernier.

A Usulután, à la hauteur du Canton El Coyolito, un pont a explosé sur la route littorale, pendant qu'à San Miguel, un hélicoptère neuf a été endommagé. L'appareil est tombé incendié près de la ville Miguelena.